# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)


**Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.**
**Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.**
**Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.**


Samedi 29 novembre 1980 — N° 93 — PRIX : Antilles 2 F, France 3 F


## Editorial

### CRISE ET RÉPRESSION : LES DEUX BOUTS DU BÂTON

**La situation générale des travailleurs ne fait que s'aggraver. La hausse des prix sera plus forte encore cette année que les années précédentes : 13 % pour la France, mais au moins 17 % pour les Antilles, et ce sont des chiffres officiels, bien en dessous de la réalité. Le chômage s'étend, et les appels de Dijoud et des préfets à renforcer le mouvement d'émigration vers la France montrent que le pouvoir n'envisage nullement de résoudre ce problème.**

**Face à cette aggravation de la situation, on remarque que le gouvernement français, mettant de côté le langage des promesses, dit carrément aux travailleurs qu'il va falloir « se serrer la ceinture ». Ce n'est pas nouveau, mais c'est tout de même remarquable, alors que la date des élections est proche, et qu'en de telles périodes, les promesses fleurissent davantage que les menaces.**

**Lorsque Barre dit que le pouvoir d'achat des travailleurs va diminuer, il leur annonce qu'ils devront vivre plus mal pour que les capitalistes continuent à faire des profits. Et cette politique de restrictions risque de frapper plus fort encore les masses laborieuses ici aux Antilles, qu'en France.**

**Non seulement les promesses électorales ne sont pas de mise, mais dans le même temps, l'arrogance du pouvoir colonial augmente, la répression à l'égard des travailleurs et des militants se renforce. Que tout cela ait lieu dans la même période n'est pas le fruit du hasard.**

**La répression coloniale s'organise, se prépare. L'augmentation sensible des effectifs de police et de gendarmerie, la multiplication des tracasseries, contrôles, perquisitions, procès, n'est pas un phénomène passager, mais marque le début d'une période qui risque d'être longue. Il nous faut bien comprendre que la bourgeoisie coloniale, ses forces de répression et ses suppôts locaux ne montrent pas les dents uniquement pour nous faire peur.**

**Certes, ils cherchent à nous intimider, à étouffer en nous toute volonté de lutte, à nous faire accepter leur système. Mais ils vont plus loin encore : leur objectif est de nous faire payer la crise économique dont les capitalistes sont eux-mêmes responsables. Pour ne pas diminuer leurs profits, ils sont prêts à nous imposer une aggravation du chômage, une dégradation considérable de nos conditions de vie. Leur but, c'est que nous acceptions tout, y compris d'être à la merci de patrons tels Martini, patron guadeloupéen, qui a établi toute une liste d'amendes sur salaire, lui permettant de retrancher 700 à 800 F sur des salaires au niveau du SMIC !**

**Voilà ce que les capitalistes français et leurs rejetons antillais rêvent de nous imposer. Mais la classe ouvrière, en Martinique, en Guadeloupe, tout comme en France, est une force considérable. La bourgeoisie a toujours voulu la domestiquer, la réduire à merci, mais n'en a jamais eu la force, même avec l'aide de ceux qui au sein même de la classe ouvrière (partis sociaux-démocrates ou staliniens) ont trahi sa cause en prêchant la résignation, ou en refusant de passer de la défensive à l'offensive.**

**Oui, la classe ouvrière est forte, et c'est la conscience de cette force qui doit nous motiver davantage. Notre seule vraie fai-**


**Suite page 4**


# LE PROCÈS DE BEAUJOUR, PAGO, RAVOTEUR : FR 3 MISE AU BANC DES ACCUSÉS !

*C'est une foule nombreuse, plusieurs centaines de personnes au total, qui ont tenu à manifester leur solidarité au procès de Pago, Ravoteur et Beaujour.*

*Plusieurs centaines de lycéens du Lycée Technique et du LEP de la Pointe des Nègres, mais aussi des enseignants, des travailleurs, des responsables d'organisations politiques anti-colonialistes se pressaient dans la petite salle du tribunal correctionnel et dans la cour du Palais de Justice. En face d'eux, des dizaines de gardes mobiles et de policiers interdisant l'accès du Palais de Justice.*

*Deux jours auparavant, une manifestation regroupant environ 80 personnes s'était déroulée dans les rues de Fort-de-France. La veille même du procès, environ 120 personnes avaient participé à une conférence publique au Théatre Municipal pour soutenir les trois inculpés. Mais dès ce moment, le ton avait été donné : les véritables accusés, ce ne sont pas Beaujour, Ravoteur et Pago, le véritable accusé, c'est FR 3 qui occupe illégalement les locaux de la radio et de la télévision en Martinique.*

*C'est le même type de défense que les inculpés allaient suivre. A 8 heures, l'audience est ouverte. D'entrée de jeu, les inculpés montrent qu'ils ne sont pas venus s'excuser devant la justice coloniale.*



Gérard Beaujour à la sortie du procès.

*Ravoteur dénonce FR 3, service public qui méprise la femme, Pago affirme qu'il ne voit pas pourquoi les trois militants sont inculpés, sinon pour des raisons politiques. Notre camarade Beaujour affirme que FR 3, en refusant de donner la parole aux usagers martiniquais, fait preuve de mépris et de racisme. FR 3 ne donne pratiquement pas d'informations, ne fait pas d'émissions sur les Antilles. En Martinique, dans un pays peuplé de Noirs, les seules images que l'on montre, les seuls modèles*


**Suite page 2**


# LES TRAVAILLEURS, LA POPULATION, LES MILITANTS ONT LES MOYENS DE S'OPPOSER À LA RÉPRESSION

Alors que les perquisitions et interpellations des mois de septembre-octobre étaient passées presqu'inaperçues, ces derniers jours, les réactions contre la répression se sont multipliées.

En plus des organisations qui ont dénoncé ces méthodes, telle la nôtre, plusieurs initiatives venant de regroupements d'organisations, de particuliers perquisitionnés, des jeunes du lycée de Baimbridge, de professeurs, ont tenu à renforcer la protestation contre le développement des méthodes policières qui visent en premier lieu des sympathisants ou des militants de gauche ou d'extrême-gauche. Un meeting de protestation a également eu lieu à l'initiative de l'UPLG et d'organisations liées à elle et de certains syndicats, regroupant plusieurs centaines de personnes.

Cela est sûr, la protestation s'amplifie.

Elle doit pourtant encore s'élargir. Aucun barrage routier, aucune tracasserie policière, aucune filature, aucune perquisition ou inculpation, ne doit échapper à la protestation.

Mais pour empêcher le renforcement policier, il faudra faire plus que des pétitions, des communiqués et même des meetings d'information.

Il faudra que naisse et se développe une véritable solidarité active entre les victimes de la répression et la population, aussi bien lorsqu'il s'agit de tracasseries policières (contrôle, recherches, interpellations), que lorsqu'il s'agit de dénoncer les brutalités des hommes de main du colonialisme qui interviennent mitraillette au poing dans un hameau ou lors d'une perquisition.

A chaque fois les victimes doivent en appeler à la population, l'appeler à intervenir à leur côté. Et la population de son côté doit répondre à cet appel et intervenir pour protester contre les interventions policières.

Lorsque des gens sont interpellés et emmenés à la police ou à la gendarmerie, il faut alerter tout le quartier et que des dizaines de travailleurs, femmes, jeunes aillent ensemble tirer leur voisin des griffes des policiers.

Lorsque les forces de police arrivent au petit matin dans leur car, avec leurs mitraillettes et chez quelqu'un, la population du quartier ne doit pas regarder derrière les persiennes mais sortir crier, alerter le voisinnage pour dire qu'elle refuse ces méthodes.

Lors de procès c'est par centaines que les jeunes, les travailleurs doivent venir dénoncer la soi-disant justice du colonialisme français comme cela a été fait lors du procès des militants trotskystes à Fort-de-France le vendredi 21 novembre, lors du procès des jeunes et des enseignants de Trinité en Martinique, ou lors du procès des Marie-Galantais.

Une chaîne de solidarité anti-colonialiste, reliant la population des quartiers, les travailleurs des entreprises, les militants, doit se


**Suite page 4**


## GALA DE COMBAT OUVRIER EN MARTINIQUE



**VENDREDI 5 DÉCEMBRE**
**TERPSICHORA 19 H.**

**avec : — Ti Raoul Grivallier, folklore**
**— Gabriel Thérèse, accordéon**
**— Duverger, conteur**
**— Stéphane, l'homme orchestre**
**— Black Message, tambour**
**La soirée sera animée par Mano.**

**GRAND BAL avec LA PERFECTA**

**Exposition — Livres — Tee-shirts —**
**Bar — Buffet**
**Demandez votre carte à nos diffuseurs.**

# A PROPOS DES ATTENTATS :

# QUI MET EN PÉRIL L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE ?

**Le préfet, Dijoud, les élus de droite, les représentants de la chambre de commerce ne cessent d'invoquer le « péril économique de la Guadeloupe » depuis l'apparition des attentats à la bombe.**

**Selon eux, le climat d'insécurité créé par ces attentats peut empêcher le développement touristique et freiner les investissements. Les récents attentats qui ont eu lieu à l'hôtel Méridien et à la Banque Française Commerciale symbolisent pour eux la volonté des terroristes de s'attaquer à l'économie de la Guadeloupe.**

**Tous ces responsables politiques et ceux qui protestent contre le déséquilibre économique que peuvent provoquer ces attentats n'ont pas tant à cœur le développement économique de la Guadeloupe. Cette économie, ils le savent, est en crise depuis longtemps,** bien avant les attentats à la bombe.

La « départementalisation économique », tant vantée par ces messieurs, s'est en fait traduite par l'accroissement du chômage, la fermeture des usines à sucre, et le maintien d'une monoculture (canne, banane) qui appauvrit les petits planteurs et les colons.

En l'espace de deux années, deux usines (Blanchet et Darboussier) ont fermé leurs portes.

les ministres et secrétaires d'état qui sont de passage aux Antilles ont la bouche pleine de promesses encourageantes sur l'avenir du tourisme. On se rend compte aujourd'hui après la fermeture de certains hôtels (COPATEL) et la menace de fermeture qui pèse sur d'autres (Alizés) que tous ces objectifs ne sont que du bluff.

Quant à l'agriculture et à l'industrie sucrière, ce sont deux secteurs de l'économie qui ont été la grande préoccupation au cours de ces dernières années.

Ces gens-là ne cessent de parler de « restructuration de l'industrie sucrière » et de « diversification des cultures ». Mais il y a loin des paroles aux actes : ce qui existait déjà disparaît sans être remplacé par quoi que ce soit.

Le pouvoir colonial, même s'il a de grands projets qui restent toujours au stade de promesses, est avant tout au service d'une couche de privilégiés qui s'enrichissent en Guadeloupe. L'économie est à la merci d'une poignée de capitalistes français qui s'enrichissent en investissant dans les secteurs qui les intéressent au détriment d'autres secteurs (pêche, agriculture locale...) Ils peuvent décider à n'importe quel moment de se retirer, jetant au chômage des dizaines de travailleurs. Tel a été le cas pour certaines entreprises du bâtiment (CATE) ou pour certains hôtels. Cette année, dans l'industrie sucrière, c'est le groupe Empain qui a remis son bilan en arrêtant toute activité à l'usine Darboussier.Telles sont les véritables causes du « malaise économique ». Les attentats à la bombe ne sont que des prétextes supplémentaires pour ceux qui défendent la départementalisation et le pouvoir colonial en place, pour masquer les véritables problèmes. En réalité, s'ils ont des raisons d'être inquiets, ce n'est pas pour l'avenir économique de la Guadeloupe, mais pour une couche de privilégiés. Ceux-ci perdront effectivement leurs privilèges s'ils sont un jour chassés des Antilles.

Mireille VERDAT

# LES RÉACTIONS FACE À LA RÉPRESSION

## CONFÉRENCE DE PRESSE DE PLUSIEURS VICTIMES DE PERQUISITIONS

**Pour dénoncer les méthodes policières employées contre eux, une dizaine de Guadeloupéens (G. Ako, G. Baden, A. Delvecchio, J. Deshayes, G. Larisse, G. Longa, J. Mérion, E. Nedeljkovic, S. Oreste, R. Thesauros, Mme D. Guernet), connus pour leurs idées de gauche ou d'extrême-gauche, ont fait une déclaration commune et ont tenu le vendredi 21 novembre une conférence de presse.**

**La plupart d'entre eux avaient été interpellés et leur maison perquisitionnée au petit matin du 17 novembre, à la suite des derniers attentats. Ils avaient subi un interrogatoire et certains étaient restés gardés à vue durant plusieurs heures par les forces de police.**

**D'autres signataires sont inculpés par la justice coloniale ou avaient été perquisitionnés au cours des semaines précédentes.**

**Les « perquisitionnés » et « inculpés » dénoncèrent la procédure dite du « flagrant délit » qui vise en fait des individus non pas en fonction de délits mais en fonction de leurs idées. Ils ont protesté énergiquement contre cette attente grave aux libertés.**

**La déclaration qu'ils ont rédigée pour dénoncer la répression ne devait, d'après eux, être signée qu'individuellement. Notre camarade Max Céleste, lui-même inculpé par la justice coloniale, ne l'a pas signée. En effet, ses auteurs s'opposaient à ce qu'il la signe au nom de Combat Ouvrier. Notre camarade ne pouvait que refuser de se prêter à une telle exigence qui affaiblit le mouvement anticolonialiste dans son action contre la répression.**

## COMMUNIQUÉ À LA PRESSE ÉCRITE ET PARLÉE

**Les syndicats C.G.T.-E.D.F. de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique, réunis le 15 novembre 1980 à Fort-de-France, s'élèvent avec vigueur contre la vague de répression qui s'abat actuellement sur les jeunes lycéens, les militants démocrates et anticolonialistes.**

**— cinq militants anticolonialistes guyanais sont détenus injustement dans les prisons françaises,**

**— ls militants syndicaux guadeloupéens E.D.F. ont été poursuivis après leur mouvement de grève de mai 1979,**

**— en Martinique, après le procès des jeunes de Trinité, du journal *Le Naïf...*, 3 anticolonialistes martiniquais :**

**— Renée Ravoteur**
**— Gérard Beaujour**
**— Gilbert Pago**

**passent devant les tribunaux le 21 novembre 1980. Leur crime a été de revendiquer le droit à l'information.**

**Les syndicats E.D.F. de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique exigent :**

**1) L'arrêt de la répression sous toutes ses formes contre les militants anticolonialistes, les organisations syndicales et politiques.**

**2) Une véritable liberté de l'information.**

**3) La relaxe pure et simple de tous les inculpés.**

**Fait à Fort-de-France**
**le 15 novembre 1980**

**ont signé :**

**— Syndicat de l'Energie Electrique de la Guadeloupe.**

**— Syndicat de l'Eclairage de la Guyane.**

**— Syndicat de l'Eclairage de la Martinique.**

## LES LYCÉENS DE BAIMBRIDGE PROTESTENT CONTRE LA RÉPRESSION

Une pétition ayant recueilli près de mille signatures des élèves du lycée Moderne de Baimbridge a été déposée à FR 3 et publiée sur les ondes.

Cette pétition faite à l'initiative des élèves, dénonçait les perquisitions et intimidations policières dont ont été victimes plusieurs militants politiques, après les attentats à la bombe.

Les lycéens de Baimbridge ont ainsi exprimé leur mécontentement contre ces méthodes répressives.

## À PETIT-BOURG, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉNONCE LES MÉTHODES POLICIÈRES

Le conseil municipal de Petit-Bourg dans sa totalité a adressé un télégramme de vive protestation contre les méthodes employées contre l'un de ses conseillers, M. Daninthe, lors de la perquisition faite chez un commerçant de Prise d'Eau.

Les forces de police sont intervenues, mitraillette au poing, et ont réagi très brutalement lorsque Daninthe est intervenu contre leurs procédés.

La population s'est rassemblée autour de la maison perquisitionnée et a réprouvé l'attitude des gendarmes.

## PERQUISITION À L'IMPRIMERIE CIF

Au lendemain des attentats du 17 novembre, l'imprimerie CIF qui imprime plusieurs journaux anti-colonialistes (Jougwa, Combat Ouvrier, Jakata, Lékol) a été perquisitionnée.

Les forces de police ont fait irruption à 6H 30 et ont fouillé de fond en comble depuis les dossiers de comptabilité jusqu'au sac des employés présents.

# LE PROCÈS DE FR 3

**SUITE DE LA PAGE 1**

*présentés, sont ceux d'acteurs ou de chanteurs français ; dans les films, ceux qui rendent la justice, ceux qui jouent un rôle moral, ce sont des Blancs. FR 3 ne présente jamais à la population antillaise des personnages en qui elle puisse se reconnaître. FR 3 véhicule de cette façon le racisme et le mépris. Notre camarade dit encore une fois qu'il n'a pas occupé illégalement FR 3, mais que 150 personnes après trois semaines de silence de FR 3 sont montées exiger leurs droits ,dans les locaux de la radio et de la télévision martiniquaise. Les interventions des trois inculpés seront applaudies par l'auditoire qui a pris parti pour les accusés.*

*De l'interrogatoire des témoins de FR 3, journalistes ou présentatrices, il en ressort qu'à FR 3 on connaissait l'existence des manifestations et du comité de soutien des jeunes de Schœlcher, mais qu'on n'en parlait pas ! S'agissant de l'entrée de la délégation, il apparaissait qu'aucun responsable de FR 3 n'avait fait constater aux membres de la délégation que leur présence était illégale ! En conséquence, le délit n'était pas constaté !*

*Ce fut ensuite le réquisitoire du procureur. Fraichement débarqué de Bayonne, celui-ci mit tout son zèle à affirmer que les inculpés étaient contents d'être accusés et qu'ils souhaitaient être condamnés, car « cela faisait d'eux des héros ». Cela ne l'empêchait pas de réclamer une peine de principe assortie du sursis ! (c'est-à-dire 4 mois de prison avec sursis)*

*Les avocats des prévenus, Mes Manville, Eloidin et Darsières ont dénoncé tour à tour l'attitude de FR 3, et demandé la relaxe des inculpés, le délit n'étant pas constitué à leurs yeux.*

*A dix heures et demie l'audience est levée, on donnera le verdict sous huitaine. A la sortie, une foule nombreuse attend les inculpés. Notre camarade Beaujour, prenant le premier la parole dénonçait la justice coloniale et affirmait que l'assistance présente montrait bien que les colonialistes et FR 3 n'avaient pas réussi à isoler les anticolonialistes. De toute façon, la foule présente au tribunal avait acquitté les inculpés et condamné les pratiques de FR 3 !*

*Après intervint notre camarade Céleste de la Guadeloupe qui lui aussi dénonça la justice coloniale qui le poursuit pour « incitation à la haine raciale » sur plainte du riche béké Audebert, alors que le véritable raciste c'est bien ce dernier. Interviendront par la suite de nombreuses autres personnes : Pago, du GRS, Marie-Jeanne, dirigeant de la Parole au Peuple, lui aussi inculpé pour outrages à magistrat, ainsi que d'autres militants.*

*C'est vers 11 heures 30 que notre camarade Gérard Beaujour clôture le rassemblement, en appelant la foule à rester vigilante et toujours mobilisée de manière à protester contre les attaques des colonialistes.*

## *AGRESSION POLICIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE*

*Le matin du procès, un des jeunes présents devant le Palais de Justice tenta de pénétrer dans la salle d'audience. Les policiers le laissèrent pénétrer dans le hall, puis lui interdirent l'accès de la salle d'audience. Comme il ne s'en allait pas assez vite à leur gré, il fut assailli et maltraité à coups de pieds par 3 policiers, sans que la foule ne puisse rien faire pour le protéger.*

*Le jeune malmené a décidé de porter plainte et en attendant s'est fait délivré un certificat médical par un médecin.*

## *DE QUOI FR 3 A-T-ELLE DONC PEUR ?*

*Le jour du procès, la cour de FR 3 a été littéralement investie par le reste des forces de l'ordre qui n'étaient pas mobilisés autour du Palais de Justice. Ces messieurs devaient sans doute craindre que les barrières automatiques, les grilles et le fil de fer barbelé qui entourent FR 3 ne suffiraient pas à contenir d'éventuels manifestants, d'où cette « occupation illégale » d'un nouveau genre.*

*Cet épisode montre bien ce qu'est FR 3 : un organisme qui a peur de la population et qui s'en protège par flics interposés !*

## *UN EXEMPLE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION À FR 3. MARTINIQUE*

*Roland Suvélor, spécialiste martiniquais du cinéma, bien connu pour ses commentaires et ses présentations de films, passait quelquefois sur les ondes de FR 3.*

*Mais Roland Suvélor est également membre du Comité National du Parti Progressiste Martiniquais. Et depuis qu'il a écrit dans « Le Progressiste » un article sur les méthodes d'information à FR 3, il est interdit d'antenne sur cette même radio !*

## *L'ÉMIGRATION PROTESTE CONTRE LE PROCÈS*

**Nous avons reçu le télégramme suivant de certaines organisations dans l'émigration.**

*80 personnes réunies le 20 à Paris à l'appel organisations amicales Bobigny, CO, GRS, PCM, REA, UPA exigent relaxe immédiate Beaujour Pago Ravoteur.*

## LES 5 ANTI-COLONIALISTES GUYANAIS SONT TOUJOURS EN PRISON. LE COMBAT POUR LEUR LIBÉRATION DOIT S'ÉTENDRE

*Depuis plus de quatre mois maintenant, les cinq guyanais victimes de la répression coloniale sont enfermés dans les prisons françaises, séparés les uns des autres et à des milliers de kilomètres de leur pays.*

*L'accusation de « vols d'explosifs » qui pèse contre eux n'est qu'un prétexte pour les maintenir au secret et pour leur interdire tout moyen d'expression. Car ces jeunes gens sont connus pour leurs opinions anticolonialistes, et c'est en réalité pour leurs seules opinions qu'ils sont en prison. En effet leur dossier est vide et les faits qui sont à l'origine de leur arrestation (incendie dans un dépôt Shell et découverte dune bombe dans une caserne désaffectée, selon les gendarmes) sont bien trop minces pour justifier, ni même pour expliquer une pareille détention. La réalité c'est que le gouvernement français préfère éloigner de Guyane ceux qu'il sait opposés à sa politique et considère comme des adversaires gênants.*

*Aussi la mobilisation doit-elle se poursuivre pour obtenir leur libération. Et tous les anti - colonialistes doivent être partie-prenante de ce combat.*

**DERNIÈRE HEURE**

**Une manifestation a eu lieu samedi à Cayenne, à l'appel des organisations anticolonialistes guyanaises, pour exiger la libération des militants emprisonnés.**

# MARTINIQUE
# LES PATRONS DU FOND DU COEUR

Dans son dernier numéro spécial, *Le Naïf* a réalisé une série d'interviews de chefs d'entreprise en Martinique, PDG ou concessionnaires de grandes marques automobiles et directeur de compagnie d'assurances, qui sont extêmement instructives...

Les personnages interrogés sont soit des békés : Albert Aubery (concessionnaire de Fiat et Datsun, grand planteur d'ananas à Basse Pointe et Morne Rouge) et Jacques Huygues-Despointes (concessionnaire de Peugeot et gros propriétaire de plantation de bananes et d'ananas) ; soit des patrons français depuis peu installés en Martinique : Vidal-Lessort (directeur des assurances GAN) et Balthazar Fuster (PDG de Renault, d'origine Pied-Noir et qui après avoir commencé sa carrière comme comptable en Algérie a grimpé les échelons en Côte d'Ivoire pendant 20 ans avant de se retrouver promu directeur de Renault Martinique) ; ou bien des patrons martiniquais comme Frédéric Laouchez (propriétaire ds garages du même nom), Yves Parfait (président d'Auto-GM) et Jacques Doméans (concessionnaire de Citroën, gérant d'une station Shell et représentant des machines de bureau Hermès-Précisa).

Mais malgré l'éventail varié que représentent ces patrons en ce qui concerne l'origine, la famille, l'histoire et même la taille de l'entreprise qu'ils dirigent, il est frappant de constater à quel point leurs opinions et leur mentalité se ressemblent.

Ainsi sur les ouvriers :. *« Il faut tout de même déplorer un certain laxisme. Ils n'ont pas toujours, au travail, l'ardeur qu'on pourrait souhaiter »* (Albert Aubery) ; *« parmi tous ces jeunes qui veulent devenir mécaniciens, ou autre, il y en a beaucoup qui ne sont que des « tchoqueurs » comme on dit en créole ; dès qu'ils manient un peu le tournevis, ils croient qu'ils sont de bons ouvriers »* (Jacques Doméans) ; *« ils travaillent décontractés et puis ils disent « de toutes façons pour ce qu'on est payés » ; il n'y a pas de conscience professionnelle... »* (Balthazar Fuster) ; *« ils fuient devant leurs responsabilités... »* (Yves Parfait) ; *« avant, c'était beaucoup plus stable, mais maintenant on ne peut plus compter sur la main d'œuvre... Ils s'en foutent, cela ne les intéresse pas ! »* (Frédéric Laouchez).

Mais la palme en la matière revient sans conteste à Jacques Huygues-Despointes qui déclare, en bon patron paternaliste : *« Je suis très près de mes ouvriers. Je considère que nous sommes une grande famille. On doit s'entraider, on doit vivre ensemble... »* mais qui ajoute plus loin : *« je n'aime pas discuter avec les gens qui sont en grève. Je discute avec les gens qui travaillent. Je suis également de ceux qui pensent qu'il ne faut pas mettre l'entreprise en péril en accordant aux employés tout ce qu'ils demandent... »*

A la question: « Etes-vous d'accord avec le fait que M. Dijoud ait envoyé ici les gardes mobiles ? », ce patron si « près de ses ouvriers » répond sans ambages : *« Oui, je pense que c'était une bonne chose... A Fort-de-France ce n'était plus possible, on ne pouvait plus travailler, il était temps que l'ordre soit rétabli ».*

Le patron français du GAN lui, a établi ses relations avec les employés martiniquais de sa compagnie d'assurances grâce à l'intermédiaire d'un cadre martiniquais qui, tout en se déclarant satisfait par ailleurs de sa promotion, avoue : *« Je sers souvent de tampon entre le personnel et le patron. Je dois reconnaître qu'il est très difficile pour un antillais d'être responsable dans une société antillaise. Il est très dur de se faire accepter au niveau du personnel... ».* Le pauvre homme!

Balthazar Fuster, PDG de Renault Martinique, a de la formation professionnelle de ses ouvriers une conception pour le moins curieuse et, ce qu'il y a de plus sûr, peu onéreuse. Qu'on en juge : *« J'ai un collègue qui est spécialement chargé de la formation du personnel dans la zone Antilles... Dès qu'il y a un problème avec une voiture à l'atelier, on l'appelle et il explique aux gars ce qu'il faut faire. En fait, il les forme sur le tas ».* Effectivement, voilà une formation qui ne coûte pas cher !

En ce qui concerne l'avenir de la Martinique, aucun de ces patrons ne se révèle particulièrement inquiet sur son avenir personnel et celui de son entreprise en cas d'indépendance.

Ainsi, le patron du GAN déclare : *« Nous sommes le seul groupe qui peut se transformer en huit jours en compagnie martiniquaise d'assurances ». Fuster lui, à la question : « Craignez-vous un changement de statut ?», répond : « Absolument pas. Cela ne changera rien aux affaires. J'ai été à la Régie Renault en Côte d'Ivoire avant, pendant et après l'indépendance. Cela n'a rien changé.Le pouvoir d'achat des gens avait même plutôt augmenté ».*

Jacques Doméans lui, voit l'indépendance ainsi : *« Je crois qu'on ne ferait simplement que changer de forme d'aide... ».*

Quant à Frédéric Laouchez, qui se déclare partisan *« d'une certaine forme d'autonomie »*, il a son plan bien à lui pour parer aux difficultés des chefs d'entreprise : *« Je vais peut-être passer pour un réactionnaire, mais je trouve que l'on fait trop de social en Martinique. C'est trop lourd pour les entreprises et ça ne pousse pas les gens à prendre leurs responsabilités... Je serais plutôt partisan de salaires moindres, de charges moindres, et d'un plus grand nombre d'emplois... »*

On le voit, ces patrons conçoivent l'indépendance de la Martinique comme une nouvelle forme de gouvernement qui ne léserait nullement leurs intérêts. Ils s'attendent à un changement de statut sans changement de leur taux de profit, c'est à dire sans bouleversement social. Pour eux, les ouvriers resteront ouvriers et les patrons resteront patrons.

Mais les travailleurs eux, ont des intérêts exactement contraires. Et le seul changement qui leur sera profitable, c'est que disparaisse l'exploitation et les exploiteurs avec elle.

# CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE :
# PROTESTATION CONTRE LES BLÂMES INFLIGÉS PAR LE DIRECTEUR

**Nous publions ci-dessous un tract de la C.G.T.G. des Services de Santé :**

*Dans la nuit du 10 au 11 novembre, entre une heure et quatre heures du matin, le directeur de l'hôpital, M. Rochard, a fait, seul, une visite dans les différents services.*

*Il nous a trouvés au poste d'infirmiers.*

*Dès le lendemain, nous avons sanctionnés par un blâme.*

*On voit bien avec quelle rapidité M. Rochard agit dès qu'il s'agit de nous réprimer.*

*Est-ce un crime que de faire une pause entre deux rondes ? Et M. Rochard de conclure : « que la veille n'était pas assurée dans de bonnes conditions de vigilance ».*

*M. Rochard n'a jamais mis autant de zèle lorsqu'il s'agissait de résoudre nos problèmes.*

*Qu'a-t-il fait lorsqu'on lui a posé le problème de sécurité ?*

*Est-ce normal que des étrangers à l'hôpital rentrent, se douchent, mangent, et arrivent même à nous menacer librement ?*

*Est-ce normal que nous risquions chaque nuit d'être violés et attaqués ?*

*Est-ce normal que nous fassions deux, voire même six veilles par semaine ?*

*Il est vrai que M. Rochard a lancé sa campagne de répression.*

*N'a-t-il pas écrit lui-même dans le dernier trait d'union « que l'administration dispose de nombreux moyens pour ralentir, freiner ou réduire à néant leur carrière professionnelle ? ».*

*Camarades travailleurs, hier M. Rochard s'en est pris aux travailleurs de la cuisine. Aujourd'hui c'est notre tour, personnel de nuit. Et si nous le laissons faire, il ne s'arrêtera pas là.*

*UNISSONS-NOUS ET ORGANISONS-NOUS. C'est seulement ainsi que nous pourrons changer nos conditions de travail.*

*EXIGEONS PLUS DE SÉCURITÉ. RÉCLAMONS L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS : 1 mf pour 15 malades.*

*À BAS LES SANCTIONS ARBITRAIRES. C'est tous ensemble : mf — A.S. — Sage-femmes — A.S.H. — A.S.I. — Ouvriers — Secrétaires — Agents de bureau, PRE, NOUS DEVONS RÉAGIR.*

*EXIGEONS LE RETRAIT IMMÉDIAT DE TOUS LES BLÂMES.*

*PRÉPARONS-NOUS À L'ACTION.*

*Le 19 novembre 1980*

# ~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

## SÉCURITÉ SOCIALE — FORT-DE-FRANCE ASSURANCES SOCIALES DESCLIEUX UNE IDÉE ÉBLOUISSANTE

*Il se passe toujours quelque chose aux A.S. Mais cette fois, c'est à l'unanimité que nous décernons le bonnet d'âne à la sous-direction.*

*Voilà que ces messieurs viennent d'installer dans le hall d'entrée deux immenses et puissants projecteurs. C'est à croire qu'ils en veulent à nos yeux.*

*Il est vrai que le « cerveau » des A.S. se moque éperdument de notre santé et que par ailleurs il ne risque rien, puisque qu'on ne le voit jamais dans le service.*

*Cependant l'ensemble des sportifs et supporters de la Caisse lui suggère ce « tuyau » : il leur semble que, vu les difficultés de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports pour éclairer avantageusement le stade Louis-Achille, il pourrait bien trouver dans ce service un emploi à sa mesure !*

## DRAGAGES : LA MENACE DE LICENCIEMENTS EST TOUJOURS DANS L'AIR.

*En dépit du mouvement de protestation qui a eu lieu durant les vacances, la direction de « Dragages » a toujours une idée derrière la tête. C'est ainsi qu'elle vient de remettre sur le tapis la question des 280 licenciements.*

*Il y a trois mois, une prompte mobilisation avait contraint la direction à reculer. La voie est tout indiquée pour que cette fois-ci, il en soit de même.*

## EDF-MARTINIQUE

### Le service commercial trop pauvre

Il faut croire que les crédits sont injustement répartis à l'EDF.

Le service commercial qui fait rentrer de l'argent est le plus démuni. A tel point qu'il ne peut même pas se procurer des liasses d'abonnement.

Les responsables attendent-ils que nous leur organisions un « sou-sou » pour s'approvisionner en liasses ?

## SIG : LES HOMMES SERAIENT-ILS PLUS SENSIBLES QUE LES FEMMES À L'INSALUBRITÉ ?

Depuis plusieurs années, les femmes de ménage perçoivent une prime d'insalubrité de 25 F. par mois.

Les ouvriers eux, perçoivent aujourd'hui 150 F. de primes d'insalubrité après plusieurs augmentations.

Pourquoi cette différence, alors que les femmes de ménage effectuent un travail aussi insalubre que les autres ? En particulier, elles respirent constamment la poussière en balayant et elles nettoient les poubelles et les boxes, lieux particulièrement sales et nauséabonds.

Comme partout, à la SIG aussi, la direction crée une discriminaiton entre hommes et femmes. C'est un moyen commode de nous diviser et aussi de faire des économies au détriment de notre santé.

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE JOGGING AU LABO

Au labo de Civil, la situation téléphonique est encore plus critique.

Nous ne pouvons prendre les communications que sur trois postes et la sonnerie ne fonctionne qu'à l'entrée. Alors évidemment, puisque nous travaillons à l'autre bout, nous n'entendons le téléphone sonner que si nous passons dans le couloir... et dans ce cas nous devons cavaler à un poste téléphonique qui fonctionne !

A force de courir ainsi, nous finirons par avoir envie de courir à l'air libre... ce qui sera beaucoup plus profitable pour notre santé !

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE CIVIL. PROBLÈMES DE ROBINET

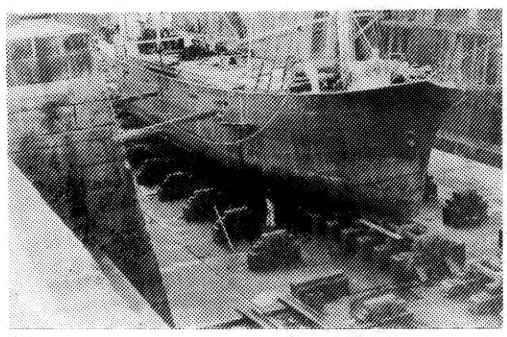
H A1,H A2, il faut s'entendre à qui le tour pour la vaisselle ou même pour se laver les mains.

En effet, quand on utilise l'eau à H A1, ceux d'H A2 doivent s'en priver car il n'y en a pas suffisamment pour l'étage et le rez-de-chaussée en même temps.

Et dire que les Romains ont inventé l'eau courante il y a 2 000 ans !

## CAMIC — BASSIN DE RADOUB

## UNE EXPLOSION PRÉVISIBLE



*Vendredi dernier, le compresseur a explosé et a pris feu. Des ouvriers ont failli perdre la vie dans l'accident. Il a fallu appeler les pompiers pour qu'ils viennent éteindre le feu, car en plus il fut impossible d'utiliser les deux extincteurs !*

*Mais cet accident n'est pas dû au hasard. C'est parce que le patron faisait travailler sur le chantier jour et nuit que le compresseur, surchauffé, a explosé.*

*Le patron est donc responsable de cet accident.*

*Refusons de travailler dans de telles conditions !*

## BÂTIMENT — MARTINIQUE CASSIUS : RESTONS VIGILANTS

*Chez Cassius, entreprise de câblage et froid, le patron affirme vouloir fermer l'entreprise car il est en faillite. Et comme introduction, il commence par ne pas payer la trentaine d'ouvriers qu'il emploie.*

*Ceux-ci ont dû faire trois jours de grève pour obtenir leur dû et, finalement, le vendredi 14, Cassius a promis de régler ses dettes.*

## GROSSE-MONTAGNE : COMPAGNIE CARAÏBE : NON À L'ARBITRAIRE DU DIRECTEUR.

Depuis 1979, les augmentations de salaire obtenues dans le cadre de la convention collective ne nous sont pas accordées, à nous employés. Celles qui nous ont été données sont bien inférieures à celles de nos camarades ouvriers et relèvent uniquement du bon vouloir de notre directeur.

Cette décision du directeur fait suite à la grève que nous avions faite alors pour soutenir nos camarades du garage en lutte pour leur mensualisation.

C'est donc pour nous punir d'avoir fait grève que Chinetti refuse de nous appliquer la convention collective sucre-rhum.

Celà est d'autant plus inadmissible que depuis la création de la compagnie Caraïbe en 1977, cette convention nous était appliquée.

Les moyens pour faire reculer le directeur et l'obliger à nous accorder les mêmes augmentations de salaire qu'à nos camarades ouvriers, ces moyens ne manquent pas. A nous de les utiliser contre l'attitude arbitraire du directeur et sa volonté de nous réprimer.

## GROSSE-MONTAGNE : CHINETTI A VITE RABAISSÉ SON CAQUET

Pour montrer son opposition à la représentativité syndicale des employés, Chinetti a refusé de recevoir les déléguées du personnel, élues récemment.

Aussitôt l'ensemble de la section syndicale regroupant les responsables de l'usine, de la distillerie, du bureau et du garage s'est réuni, et après discussion, une délégation s'est rendue sur le fait dans le bureau de Chinetti. Celui-ci fut obligé de recevoir la délégation et d'accepter, après un revirement soudain, de reconnaître les déléguées.

# L'UNITÉ D'ACTION CONTRE LA RÉPRESSION

Plusieurs organisations politiques, syndicales, ainsi que des journaux anticolonialistes se sont rencontrés pour envisager en commun une riposte contre la répression actuelle. Il s'agit de la CGTG, UIG-CFDT, SNC, FEN, UFG, UJCG, MASU, comité des fonctionnaires CGTG, JAG, Combat-Ouvrier, GRS, GTA, Journal Guadeloupéen, Progrès Social.

Après avoir publié ensemble un communiqué, elles ont envisagé de publier un tract d'information et de protestation. Elles ont prévu aussi de mener ensemble d'autres actions plus larges contre la répression dans les jours qui viennent.

Une lettre d'invitation signée des organisations présentes a été adoptée et expédiée aux groupements absents.

Parmi les organisations absentes, il faut savoir que certaines ont depuis plusieurs semaines carrément refusé de se joindre à ce regroupement contre la répression. Il s'agit de l'UPLG, l'UGTG, l'UPG, le SGEG

Pour comprendre cela, il est nécessaire de remonter un peu dans le temps.

Il y a quelques semaines, ces organisations avaient convoqué pratiquement l'ensemble des organisations anticolonialistes (sauf trois) et les syndicats pour leur dire qu'elles étaient prêtes à former un comité contre la répression à condition que le GRS, le « Journal Guadeloupéen » et « Combat-Ouvrier » n'y soient pas conviés. L'UPLG en particulier mit un préalable à toute unité d'action contre la répression : la mise à l'écart des ces deux organisations et du « Journal Guadeloupéen ».

Cette position apparaissait d'autant plus surprenante que précisément les militants du GRS, de « Combat-Ouvrier » et du « Journal Guadeloupéen » sont en ce moment même frappés par la répression.

Les autres organisations présentes à deux réunions convoquées par l'UPLG sur ces points se sont opposées fermement à toute exclusive dans la lutte contre la répression et ont rejeté la proposition de l'UPLG, excepté, bien sûr les syndicats liés à l'UPLG.

Par la suite, à l'initiative du « Journal Guadeloupéen », toutes les organisations sans aucune exception furent invitées à plusieurs réunions pour envisager ensemble les voies et moyens de la lutte contre la répression. Malgré quatre invitations par lettre explicative, l'UPLG et ses alliées refusèrent de se rendre à ces réunions. Par contre ils organisèrent un meeting à la salle des fêtes des Abymes.

Et c'est donc lors de la réunion du mardi 26 novembre réunissant pour la première fois un nombre beaucoup plus important d'organisations (citées plus haut) que la cinquième et dernière lettre d'invitation fut adoptée à l'intention des organisations absentes dont l'UPLG.

Il faut noter que dans cette réunion ainsi que dans la précédente le SNC et le SIPAG, deux syndicats enseignants, étaient présents. Pourtant, ces deux organisations avaient participé au meeting de l'UPLG le vendredi 21. Le SNC a accepté de rejoindre le regroupement des organisations qui s'opposent à l'exclusive de certaines, le SIPAG quant à lui semble toujours hésiter.

NECESSITE D'UN REEL CLIMAT DEMOCRATIQUE.

Le fait que 14 organisations anticolonialistes et deux journaux aient pu se rencontrer pour envisager une riposte commune à la répression coloniale, sans exclure au préalable aucune organisation, en affirmant soutenir tout militant quel qu'il soit, du moment qu'il est frappé par la répression, cela est un fait positif, cela ne peut servir que les intérêts des travailleurs et de l'ensemble du mouvement anticolonialiste.

Mais ce regroupement ne pourra être réellement durable et efficace que si un climat fraternel et démocratique existe en permanence. Cela signifie par exemple que les décisions applicables par tous devront être prises à l'unanimité. Il s'agira de faire en sorte que des organisations en désaccord fondamental sur telle ou telle décision ne se trouvent pas dans l'obligation de participer à l'action ou de se retirer. Par exemple une manifestation est envisagée alors que certaines organisations ne sont pas d'accord. Si la majorité des organisations veut organiser la manifestation, rien n'empêche qu'elle ait lieu sans la participation de celles qui sont contre. Ceci n'empêchant nullement ces dernières de participer aux autres activités communes.

Il s'agira aussi de respecter scrupuleusement l'indépendance et la personnalité de chaque organisation.

L'unité d'action conçue comme cela, dans un climat démocratique constant, peut permettre d'envisager et de réaliser des actions aussi efficaces que variées, aussi larges que répétées.

Car le but de telles actions devrait être de réellement mobiliser la population, de l'appeler à riposter à chaque cas de répression, dans les entreprises, dans les quartiers.

Cette lutte unitaire doit viser à accroître, sinon créer l'esprit de solidarité entre les travailleurs, dans la population et entre les militants anticolonialistes et la population.

LE PROBLEME POSE PAR L'ATTITUDE DE L'UPLG SUR L'UNITE D'ACTION.

A « Combat-Ouvrier », nous sommes franchement solidaires de tous ceux qui sont, d'une manière ou d'une autre frappés par la répression, y compris des militants de l'UPLG et de l'UPLG en tant qu'organisation. Nous le sommes sans réserve et nous appelons tous les anticolonialistes à l'être.

Mais, les méthodes de la direction de l'UPLG sont inacceptables car, sous prétexte qu'elle a un programme politique différent de celui de certaines organisations, elle refuse toute unité d'action, même ponctuellement, même limitée dans l'espace et le temps. Et ce faisant la direction de l'UPLG contribue entre autre à isoler ses propres militants.

Personne, aucune organisation n'a refusé d'associer l'UPLG et les organisations qui la soutiennent au regroupement unitaire contre la répression, cinq lettres lui ont été expédiées. La direction de l'UPLG porte seule la responsabilité de la division face à la répression coloniale.

Les militants de l'UPLG, et ceux de l'UGTG, de l'UPG, du SGEG dont les directions adoptent la même attitude ont intérêt à poser ces questions à leurs directions. Leur direction politique a des comptes à leur rendre sur son attitude sectaire qui ne sert même pas la cause de leurs propres militants.

Au meeting des Abymes, un représentant de l'UPLG déclara que les jeunes doivent se demander chaque jour ce qu'ils ont fait pour l'indépendance de la Guadeloupe, eh bien, vous, militants de cette organisation, croyez-vous que l'attitude de l'UPLG face à l'unité d'action fasse avancer la cause de l'indépendance ?

Quoiqu'il en soit, tout en poursuivant la lutte unitaire contre la répression nous appelons tous ceux qui sont indignés des perquisitions, des barrages, des gardes à vue, des contrôles, des inculpations et du climat policier qui règne en Guadeloupe, nous appelons tous ceux là à nous contacter, à nous écrire, pour nous faire part de tous les faits de répression dont ils sont témoins. Vous pouvez contacter nos militants le samedi devant le Prisunic de Pointe-à-Pitre entre 10 H 30 et 12 H30, à Capesterre au centre du bourg près du marché le samedi entre 10 H et 12 H, à Basse-Terre, le samedi entre 10 H et 12 H près de Prisunic-ville.

Il faut s'unir et se battre contre la répression.

---

**Pour faciliter la lecture nous expliquons ci-dessous la signification des sigles des différentes organisations dont nous parlons dans les différents articles.**

| | |
|---|---|
| **PCG** | **Parti Communiste Guadeloupéen** |
| **GRS** | **Groupe Révolution Socialiste** |
| **GTA** | **Groupe Trotskyste Antillais** |
| **JAG** | **Jeunesse d'Avant-Garde** |
| **UPLG** | **Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe** |
| **UGTG** | **Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens** |
| **UPG** | **Union des Paysans Pauvres** |
| **SGEG** | **Syndicat Général des Enseignants Guadeloupéens** |
| **UNEEG** | **Union Nationale des Etudiants et Élèves Guadeloupéens** |
| **MRJC** | **Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne** |
| **JOC** | **Jeunesse Ouvrière Chrétienne** |
| **FEN** | **Fédération de l'Education Nationale** |
| **SNC** | **Syndicat National des Collèges** |
| **SIPAG** | **Syndicat des Instituteurs, Professeurs et assimilés de la Guadeloupe** |
| **CGTG** | **Confédération Générale des Travailleurs de Guadeloupe** |
| **MASU** | **Mouvement d'Action Syndical Unifié** |
| **UIG-CFDT** | **Union Interprofessionnelle de la Guadeloupe CFDT** |
| **UFG** | **Union des Femmes Guadeloupéennes** |
| **UJCG** | **Union de la Jeunesse Communiste Guadeloupéenne** |

# LES TRAVAILLEURS, LA POPULATION, LES MILITANTS ONT LES MOYENS DE S'OPPOSER À LA RÉPRESSION

créer pour qu'à tout moment soient dénoncées les actions répressives du colonialisme.

L'administration coloniale veut, sous prétexte de rechercher les poseurs de bombe renforcer les mesures policières.

N'acceptons pas que soient supprimées les quelques libertés démocratiques qui existent encore aux Antilles. Refusons de voir se renforcer l'instrument qui plus tard servira à nous écraser. Les forces de répression coloniale et l'administration sont bien plus dangereux que tous ceux qui sont aujourd'hui inquiétés et suspectés, ou même que les poseurs de

**SUITE DE LA PAGE 1**

bombe. Ce sont eux qui sont intervenus en 1967 à Pointe-à-Pitre et ont fait des dizaines de morts, pour ne reprendre que ce cas.

Aujourd'hui, ils interviennent pacifiquement contre des militants, des jeunes pour les perquisitionner. Ils ont pourtant déjà leurs mitraillettes au poing.

Demain, nous serons leurs victimes désignées à l'avance si nous ne ripostons pas avec force contre tout acte de répression qui se commet aujourd'hui.

Marianne TIBUS

# POLOGNE : VA-T-ON VERS UNE ÉPREUVE DE FORCE ?

A l'heure où nous écrivons, une crise ouverte entre les travailleurs du syndicat libre Solidarité et l'État polonais vient de surgir.

L'État a arrêté et emprisonné un membre du syndicat sous prétexte qu'il détenait un document secret. Le hic, c'est que ledit document était une note donnant des directives aux fonctionnaires pour lutter contre Solidarité, le syndicat libre.

Les ouvriers de milliers d'entreprises ont annoncé que si leur camarade n'était pas libéré, ils allaient entrer en grève.

Cette agitation se manifeste à un moment où, sur le plan économique, la situation est de plus en plus mauvaise en Pologne. Et cela au détriment des masses populaires.

C'est dans ce climat que des rumeurs de plus en plus persistantes font état de la mise en alerte de troupes soviétiques le long de la frontière polonaise.

Cela n'a rien d'étonnant. A plus ou moins brève échéance, les Russes interviendront en Pologne pour mettre un terme à l'action autonome des ouvriers. Car les risques de contagion envers les autres « démocraties populaires » sont trop grands. Mais la lutte des travailleurs polonais ne sera pas facile à briser. Cela, les dirigeants soviétiques le savent. Il s'agit pour eux de choisir le meilleur moment de leur intervention. C'est-à-dire celui où les ouvriers seront les plus faibles et les plus isolés.

**Dernière heure :** Le syndicaliste aurait été libéré.

# BALLET MARTINIQUAIS M. BONJOUR SE VENGE

Le fait d'avoir révélé au grand jour les pratiques scandaleuses de leur employeur M. Bonjour, aura coûté cher aux cinq jeunes danseurs et danseuses du Ballet Martiniquais. En effet, ils ont été licenciés. Cela a d'ailleurs été d'autant plus facile pour Bonjour qu'il ne leur avait pas établi de contrat écrit. Il les a renvoyés de la même façon qu'il les avait embauchés : verbalement !.

Mais les jeunes sont décidés à faire toutes les démarches nécessaires pour ne pas se laisser une nouvelle fois gruger par ce directeur sans scrupules.

# ÉDITORIAL

**SUITE DE LA PAGE 1**

**blesse se trouve dans notre tête, dans le manque de confiance que nous avons en nous-mêmes. Nous sommes la force vitale qui produit tout, et sans laquelle la société ne pourrait survivre : prendre conscience de cela, c'est faire le premier pas vers notre libération. La lutte pour y parvenir se heurtera à des difficultés, exigera des efforts, mais tout cela n'est rien en comparaison de ce que nous impose l'exploitation quotidienne, et de ce que l'on nous prépare.**

# MEETING DE L'UPLG, UNEEG, SGEG, UGTG ET DES ORGANISATIONS CATHOLIQUES MRJC ET JOC CONTRE LA RÉPRESSION

Près de 800 personnes étaient présentes au meeting organisé par l'UPLG le vendredi 21 novembre à la salle des Fêtes des Abymes. Ce meeting avait été organisé pour protester contre la répression policière qui touche des militants politiques anticolonialistes.

La majorité des organisations qui avaient été invitées sont celles qui sont contrôlées par l'UPLG, UNEEG, SGEG, UGTG. La JOC et la MRJC, organisations des jeunes chrétiens, ainsi que deux syndicats enseignants : le SIPAG et le SNC avaient été également invités. Ces deux syndicats ne sont d'ailleurs pas intervenus, le SGEG ayant parlé en leur nom et au nom de tous les enseignants.

Le public composé en majorité de jeunes (lycéens, étudiants, jeunes catholiques) a pu entendre des différents témoignages sur les perquisitions. Des militants politiques ont pu raconter en détail comment ils avaient été perquisitionnés et ont dénoncé l'attitude méprisante et brutale des forces policières.

Le témoignage qui a le plus touché est celui d'un jeune qui a raconté qu'un commando de Blancs l'avait attaqué un soir dans les rues de Pointe-à-Pitre.

L'Abbé Céleste a fait une longue intervention pour lancer un appel aux chrétiens et affirmer qu'une action internationale autour du pape Jean Paul II était importante pour l'unité des chrétiens contre l'oppression.

Mais la dénonciation du renforcement de la répression n'a pas fait changer d'attitude les dirigeants de l'UPLG en ce qui concerne la risposte à y apporter. Ils ont en effet réaffirmé qu'ils refusaient toute action unitaire avec les organisations anticolonialistes qui ne partageaient pas leurs idées et qui les critiquaient.

Mais en ce qui les concerne, ils n'ont à ce meeting avancé aucune proposition concrète pour faire face à la répression. A moins qu'on puisse considérer comme une riposte la mise en garde qu'ils ont adressée aux jeunes en leur conseillant vivement... de ne pas sortir le soir pour éviter les agressions racistes.

# *LE PERSONNEL D'AIR MARTINIQUE TOUJOURS EN GRÈVE*

*Depuis le 17 novembre que les 88 employés d'Air Martinique ont arrêté le travail pour exiger le paiement de leurs salaires, la situation, à l'heure où nous écrivons, reste toujours bloquée. Les grévistes, qui se sont montrés très patients puisqu'ils n'ont réclamé qu'un mois de salaire (sur les 3 que la compagnie leur doit) comme condition à la reprise du travail, ont été extrêmement surpris de voir leur revendication modérée accueillie par l'envoi de gardes mobiles. Ils se sont élevés avec force contre un tel procédé de la direction d'Air Martinique.*

*La compagnie aérienne accuse un déficit d'un milliard de centimes, et si elle ne trouve pas un moyen de résoudre ses difficultés financières, elle menace de déposer son bilan. S'il est vrai qu'Air Martinique, petite compagnie, subit très fortement la concurrence d'Air France, il n'en est pas moins vrai que lorsque les affaires marchaient bien elle n'en a jamais fait bénéficier son personnel. Celui-ci a donc bien raison d'exiger de ne pas faire les frais des problèmes de gestion qu'elle connaît actuellement. Les employés sont résolus à tenir jusqu'à ce que des assurances fermes concernant le paiement de leurs salaires, leur aient été données.*

**COMBAT OUVRIER**

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728